



## **44<sup>ème</sup> session du Conseil des Droits de l'Homme**

### **Point 3 – Dialogue interactif avec l'Expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre**

Intervention de S.E. M. Pierre-Louis Lorenz, Représentant permanent du Luxembourg

7 juillet 2020

Madame la Présidente,

Ma délégation s'associe à la déclaration de l'Union européenne.

Le Luxembourg remercie l'Expert indépendant pour son rapport et pour son travail exemplaire. Nous exhortons tous les Etats membres à coopérer pleinement avec son mandat.

Les « thérapies de conversion » sont de nature à causer des souffrances psychologiques et physiques et provoquent des traumatismes profonds. Le fait de soumettre des personnes LGBTI à ces pratiques est, par essence, dégradant, inhumain et cruel, et peut être assimilé à la torture.

Bien que le droit pénal luxembourgeois ne contienne actuellement pas de disposition spécifique sur la criminalisation des « thérapies de conversion », les droits humains des individus sont protégés dans notre pays par des lois relatives à la non-discrimination sur base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, notamment dans les secteurs des biens et services, de la santé, de l'éducation et du travail.

Monsieur Madrigal-Borloz,

Comme vous l'avez signalé, certaines pratiques préjudiciables équivalent à des formes de torture ou de traitement inhumain et visent surtout des enfants et des jeunes adultes de 24 ans ou moins.

- Comment la communauté internationale peut-elle contribuer à faire entendre la voix de ces jeunes, à renforcer leur capacité juridique, ainsi qu'à briser les formes de violence intergénérationnelles que ces pratiques néfastes entraînent ?
- Comment envisagez-vous de renforcer votre collaboration avec les différents organes de traité concernés dans l'avenir ?

Je vous remercie.